

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 MARS 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 25/143 PLAN LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 36 000 € A L'ASSOCIATION FACE VAR POUR L'ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

Mme Nathalie BICAIS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/143

BUREAU DU 17 MARS 2025

**O B J E T : PLAN LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION D'UN MONTANT DE 36 000 € A
L'ASSOCIATION FACE VAR POUR L'ANNEE 2025 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°24/11/269 du 29 novembre 2024 relative à la signature de la convention avec l'Etat pour le Plan Logement d'Abord 2,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

VU la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 janvier 2021,

VU la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour la période 2024-2027, pour le Plan Logement D'Abord 2 Métropolitain,

VU l'avis de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 11 mars 2025,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'habitat et de solidarité, la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement D'Abord » et de ses actions,

CONSIDERANT que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

CONSIDERANT que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

CONSIDERANT que dans ce cadre, l'association FACE VAR déploie l'action « Mentorat LDA Jeunes » qui consiste à favoriser l'insertion durable des jeunes âgés de 18 à moins de 30 ans en les remobilisant dans le cadre de parcours « logement et insertion » afin d'accélérer leur accès au logement et à l'insertion professionnelle grâce à un mentorat,

CONSIDERANT qu'il est proposé de soutenir cette action et de régler les modalités de ces partenariats par voie contractuelle,



Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER à l'association FACE VAR une subvention de trente-six mille euros (36 000 €) au titre de l'année 2025.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée et **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'association FACE VAR.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document tendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal, à l'opération N°5219, article N°65748, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 mars 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Convention annuelle d'objectifs 2025
entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et FACE VAR dans le cadre du plan
Logement d'Abord 2 : Mentorat LDA Jeunes

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association **FACE VAR** régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 25 rue Victor Clappier, 83000 TOULON, représentée par le ou la responsable dûment mandaté, Madame Nathalie ALEXANDRE habilitée à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ici il conviendra d'expliciter les raisons pour lesquelles une subvention est accordée à ladite association.

Préciser son projet, préciser la compétence métropolitaine dans laquelle s'inscrit la convention et préciser enfin que le projet de l'association participe de cette compétence.

La Métropole s'est engagée comme territoire de mise en œuvre accéléré du *Logement d'Abord et de la lutte contre le sans-abrisme* en 2021. L'objectif général est de lutter contre le sans-abrisme, le mal logement, la précarité ; et de favoriser l'insertion durable des personnes à partir de l'accès ou du maintien dans le logement. Elle a déployé un premier plan Logement d'Abord (LDA) de 2021 à 2024. Conformément aux orientations nationales et aux besoins et objectifs de son territoire, la Métropole s'engage dans le Plan Logement d'Abord 2 (LDA 2 _2024-2027), soutenue par les services de l'Etat (Dihal¹ et DDETS du var).

¹ Dihal : Délégation Interministérielle à l'Hébergement et l'Accès au logement

Le plan LDA 2 métropolitain s'articule autour des trois axes du plan national pour *le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme* (2024-2027) :

- Axe 1: Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité
- Axe 2: Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations
- Axe 3: Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé

La feuille de route 2024-2027 a été travaillée avec les partenaires institutionnels et opérationnels à partir : du bilan du plan LDA 1, des évaluations des besoins (diagnostics partagés) et d'un atelier d'écriture de la feuille de route métropolitaine. Le travail d'ingénierie, engagé à partir de la feuille de route, a abouti au projet territorial présenté à la Dihal ; projet validé en septembre 2024.

Les actions LDA 2 portées par la Métropole, actions à reconduire, à poursuivre et à engager par les partenaires institutionnels et opérationnels pendant la période 2024-2025 ont pour visée :

1. La coordination et l'intégration de nouveaux acteurs
2. L'interconnaissance et la connaissance
3. L'efficacité de l'accompagnement global
4. Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité
5. Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et d'accompagnement de publics spécifiques

Les actions sont portées par la Métropole, soutenues par de nombreux acteurs institutionnels (DDETS, CD 83, CAF, ARS, ...) et acteurs opérationnels. Elles s'articulent avec celles du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2024-2030 (PDALHPD). Elles sont détaillées dans des fiches actions (FA).

La présente convention, signée avec l'association FACE VAR, s'inscrit dans l'axe 3 du plan LDA 2 : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé. **L'action s'intitule : *Mentorat des jeunes de 18 à 25 ans en parcours d'accès au logement, et en insertion professionnelle* (FA 21).**

FACE Var est une association 1901 créée à l'initiative d'entreprises locales soucieuses de leur responsabilité sociale, avec l'appui de la Fondation FACE pour l'inclusion, Reconnue d'Utilité Publique, et des pouvoirs publics.

Sa mission est la lutte contre l'exclusion, les discriminations et la pauvreté.

Elle fait partie de la Communauté FACE qui présente une présence territoriale sur 51 départements et compte 37 Fondations abritées.

FACE Var a été créée en 2003 et intervient sur le département du Var.

Sa mission est de déployer des actions concrètes et pérennes qui visent à répondre à la diversité des besoins rencontrés par les bénéficiaires afin de favoriser l'égalité des chances, l'accès aux droits, aux biens et aux services essentiels, rompre l'isolement et la précarité, casser la spirale des inégalités sociales

Ses actions mobilisent les entreprises et les amènent à s'engager en faveur de publics vulnérables, sur des projets en lien avec :

- L'Education : FACE Var aide les scolaires et les étudiants à appréhender le monde de l'entreprise et à s'y préparer, grâce à l'implication de dirigeants et de collaborateurs d'entreprises qui interviennent dans les établissements scolaires auprès des jeunes ; elle déploie aussi Place aux filles qui combat les stéréotypes sur les métiers dits masculins ;
- L'emploi et l'insertion : FACE Var développe des actions de parrainage et d'accompagnement de personnes potentiellement discriminées et éloignées de l'emploi, notamment issus des quartiers prioritaires (mentorat, animation d'ateliers collectifs, coaching d'entreprises, accompagnements individuels) ;
- L'accès aux droits et la transition écologique solidaire : FACE Var travaille avec ses entreprises partenaires pour permettre aux personnes fragiles (habitants des quartiers prioritaires, seniors, gens du voyage...) de conserver le lien avec les services publics de proximité, eau, énergie, poste, efficacité énergétique, budget... L'association intervient également sur l'accompagnement vers et dans le logement de publics vulnérables (mesures ASLL, accompagnement global de publics bénéficiaires de la protection internationale).

FACE Var intervient sur les thématiques d'accompagnement vers et dans le logement et sur des actions de mentorat pour un accompagnement vers l'emploi. FACE Var a participé à l'Atelier PLAN LDA 2 métropolitain « *élaboration de la feuille de route 2024-2027* ». C'est dans ce contexte et en réponse aux préconisations des participants (partenaires institutionnels et opérationnels) que l'action a été élaborée afin d'expérimenter avec la métropole une action innovante de mentorat pour les jeunes, comprenant une approche globale emploi/logement.

L'action s'adresse aux jeunes de 18 à moins de 30 ans, avec une priorité aux 18-25 ans, en parcours d'accès au logement, et en insertion professionnelle.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'association FACE Var s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration et tel qu'il est présenté dans la Fiche Action (FA) annexée.

Le contenu des actions d'accompagnement social, d'insertion et en santé est déterminé en fonction des besoins des bénéficiaires, dans le but de favoriser, soit l'accès à un logement décent et autonome (ou en voie d'autonomie), soit le maintien dans le logement.

Sur le territoire MTPM, l'association met en œuvre un *mentorat jeune* qui participe, pour chaque jeune bénéficiaire, à la levée des freins à son insertion durable dans la société, à son accès au logement et à l'emploi ou à la formation.

Pour ce faire, l'association s'appuie sur ses missions, ses savoir-faire, ses outils spécifiques, sur son propre réseau de partenaires ainsi que sur les partenaires de la Métropole (voir annexe FA).

De par la nature de son action et du public visé, l'association est labellisée « **Parcours Logement Insertion Jeune** » métropolitain (PLIJ) pour l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans. Elle travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenant, aux parcours PLIJ pour les jeunes âgés de 18 à 25 ans, voire jusqu'à moins de 30 ans.

Avec « les accompagnements renforcés logement-insertion-santé » du parcours logement insertion jeune (PLIJ) et les Ateliers Autonomie Jeunes (AAJ), le mentorat fait partie du triptyque des solutions d'appui des jeunes : se remobiliser, être conseillé de manière bienveillante, lever des freins, profiter du réseau professionnel du mentor.

Objectifs de l'action [tels qu'inscrits dans le tableau de pilotage MTPM-Dihal]:

A partir du projet Logement -Insertion-Santé du jeune, élaboré avec les professionnels de l'accompagnement (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes -CLLAJ-Alinéa, Missions Locales, France Travail, ...), le mentor :

1. remobilise le jeune
2. l'encourage à réaliser les démarches administratives, à identifier et utiliser les ressources du territoire (ex. : utilisation des ateliers numériques ; guichets-portails thématiques, ...)
3. lui donne les codes, retours d'expérience sur le monde du travail
4. lui fait profiter de ses réseaux (professionnel, associatif, ...) et le guide dans la construction de son propre réseau.

Résultats attendus :

1. Mise en place de 20 à 30 binômes de mentorat 1 jeune + 1 professionnel en activité
2. Accélération du parcours PLIJ pour les jeunes sans étayage familial ou social (ex. : sortant d'institutions, ASE, PJJ, ...).

Le public visé : les jeunes sans étayage familial ou social (ex. : sortant d'institutions, ASE, PJJ, ...) orientés par les associations labellisées PLIJ ou les partenaires institutionnels PLIJ.

Le volume d'accompagnement : 20 à 30 binômes sur 2025.

Les mentors sont recrutés et accompagnés dans leur mentorat par les professionnels de FACE Var.

Les mentors sont des personnes en situation d'emploi dans les secteurs privés et publics (salariés, employeurs – chefs d'entreprises, auto-entrepreneurs, ...). Ils signent un contrat de mentorat avec FACE Var. Les contrats de mentorat comprennent une clause de confidentialité que les mentors s'engagent à respecter, clause s'apparentant à l'obligation de « *secret professionnel partagé* » des professionnels des secteurs social, médico-social et sanitaire, indispensable à l'accompagnement pluridisciplinaire du Logement d'Abord.

Ces derniers sont tenus au secret professionnel : « *secret partagé* » dans le cadre de l'accompagnement global pluriprofessionnel et partenarial.

L'association mobilise ses professionnels pour participer aux formations et séminaires évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs au plan LDA.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année (2025) /Elle est conclue pour une durée de (12 mois).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association **FACE VAR** à hauteur de 36 000 euros, soit 1 200 € par binôme pour 30 binômes (accompagnement d'une durée moyenne de 6 mois), conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal/imputation budgétaire : compte 65748.1 dans l'opération 5219.

Le concours apporté à la réalisation du projet provient d'un financement spécifique du Plan Logement d'Abord validé annuellement par la Dihal.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **36 000 euros (pour 30 binômes)** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte de 50 % soit 18 000 euros, à la notification de la convention,
- Un second acompte de 25% soit 9 000 euros, en septembre 2025, suivant le nombre de binômes réalisés et le nombre à réaliser jusqu'à la fin de l'année.
- **Le solde, soit 9 000 euros après la remise, a minima du bilan de l'action sur l'année 2025 et suivant le nombre effectif de binômes réalisés**, et, des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,

- ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable *(si la subvention est supérieure à 75 000 euros)*, bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un *(obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros)*.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros)

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros),

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes (si la subvention est supérieure à 153 000 euros)

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs :

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de jeunes orientés vers l'action
- Nombre de jeunes ayant accepté l'accompagnement (matérialisé par la signature d'un contrat d'accompagnement)
- Nombre de mentors mobilisés
- Nombre de binômes constitués
- Taux de sorties en emploi
- Taux de sorties en logement

Indicateurs qualitatifs :

- Comparaison situation du jeune à l'entrée/à la sortie
- Verbatim des mentorés
- Verbatim des mentors
- Liste des acteurs et partenaires mobilisés pour l'accompagnement

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

L'association fournira un rapport d'activité au plus tard 2 mois après la fin de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

La Coordinatrice du Plan Logement d'Abord exerce le suivi et l'évaluation de l'action menée par l'association FACE Var.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de **12 mois**, dans le cadre des objectifs et des financements du Plan Logement d'Abord 2. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matières des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits.

En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le :

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
l'association

Jean-Pierre GIRAN

La représentante de l'association
La présidente de

Nathalie ALEXANDRE

ANNEXE I : LE PROJET (à compléter par l'association)

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : mentorat de 30 jeunes en situation de vulnérabilité (emploi et logement) par des collaborateurs d'entreprises en activité.

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
36 426 €	36 000 €	36 000 €

a) Objectif(s) :

30 binômes de Jeunes/mentors constitués et accompagnés par un salarié de l'association FACE Var sur une durée de 12 mois

b) Indicateurs :

Indicateurs quantitatifs :

- ⇒ Nombre de jeunes orientés vers l'action
- ⇒ Nombre de jeunes ayant accepté l'accompagnement (matérialisé par la signature d'un contrat d'accompagnement)
- ⇒ Nombre de mentors mobilisés
- ⇒ Nombre de binômes constitués
- ⇒ Taux de sorties en emploi
- ⇒ Taux de sorties en logement

Indicateurs qualitatifs :

- ⇒ Comparaison situation du jeune à l'entrée/à la sortie
- ⇒ Verbatim des mentorés
- ⇒ Verbatim des mentors
- ⇒ Liste des acteurs et partenaires mobilisés pour l'accompagnement

c) Public(s) visé(s) :

Jeunes de 18 à 25 ans, voire à moins de 30 ans en parcours d'accès au logement, et en insertion professionnelle.

d) Localisation : quartier, commune(s), territoire métropolitain.

Métropole TPM

e) Moyens mis en œuvre : outils, démarche, etc.

Démarche mise en œuvre par l'association :

- Réunions de cadrage avec la métropole TPM afin de préciser le processus d'orientation des jeunes vers l'action
- Rencontre des partenaires susceptibles d'orienter les jeunes vers l'action
- Création de support de communication à destination des mentors (flyers à diffuser par mail, présentation sous forme de diapositives, mailing type)
- Mobilisation des collaborateurs d'entreprises et sensibilisation aux enjeux de la démarche
- Organisation des rencontres entre les jeunes et les collaborateurs d'entreprises et constitution des binômes
- Signature de contrats d'engagement et de mentorat
- Suivi / supervision / animation des binômes (à minima 2 fois par mois)
- Points individuels avec les jeunes et les mentors lorsque nécessaire
- Points tripartites avec les binômes si besoin
- Reporting de l'action (fréquence à définir conjointement avec la métropole)
- Participation aux réunions organisées par la Métropole sur ce projet (PLDA)
- Rédaction et présentation d'un bilan annuel
- **Animation d'un comité de pilotage : a minima 2 par an (démarrage et bilan)**

Moyens mis en œuvre par l'association :

- 1 chargée de mission dédiée
- 1 coordinatrice de projet
- Services supports (direction, RH, financier)

En tout : 0,55 ETP mobilisés sur le projet pour 30 binômes accompagnés

- outils informatique, déplacement, locaux, ...

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET (à compléter par l'association)

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	320€	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	320€	74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	3 750€	-	
Locations	2 207€	-	
Entretien et réparation	690€	Région(s) :	
Assurance	267€	-	
Documentation	586€	Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs	2 910€	Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 267€	- MTPM	36 000€
Publicité, publication	73€	Commune(s) :	
Déplacements, missions	1 190€	-	
Services bancaires, autres	380€		
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	1 992€	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	1 475€	Fonds européens	
Autres impôts et taxes	517€	-	
64- Charges de personnel	27 193€	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	

Rémunération des personnels	18 922€	Autres établissements publics	
Charges sociales	7 348€		
Autres charges de personnel	923€	75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	426€
		Aides privées	
66- Charges financières	40€	76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles	221€	77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	36 426€	TOTAL DES PRODUITS	36 426€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	36 426€	TOTAL	36 426€
<p>La subvention de 36 000€ représente 98% du total des produits :</p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

